

SECOND SUJET D'ANNALES : CORRIGES

[1. QCM sur les concepts économiques et sociaux]

Question 1. Réponse A : La Science Economique est appelée « science des choix ».

L'objet de l'économie est d'étudier comment les hommes et les sociétés emploient les ressources rares, limitées, à des usages alternatifs en vue de satisfaire au mieux leurs besoins illimités. Il s'agit donc d'effectuer des choix : produire, consommer, investir, vendre, répartir, échanger...

Question 2. Réponse C : L'approche microéconomique relève du courant Néoclassique.

La microéconomie est la branche de l'économie qui étudie le comportement des agents économiques, les consommateurs et les producteurs. Ce sont les néoclassiques qui adoptent cette approche pour considérer l'individualité des agents économiques et les interactions qui les relient à leur environnement économique.

Question 3. Réponse A : Lorsque le prix d'un bien augmente, caeteris paribus, les offreurs ont intérêt à produire plus.

Il s'agit de la loi de l'offre qui dit : « l'offre est une fonction croissante du prix, tout chose étant égale par ailleurs » (caeteris paribus). En effet, l'offre représente la quantité de biens et de services que les entrepreneurs sont prêts à vendre à un certain prix. Donc si le prix du marché augmente, les offreurs sont incités à offrir une quantité plus importante de biens.

Question 4. Réponse B : « Oïkos » signifie « la maison ».

Vient du grec ancien Oïkonomia, gestion de la maison, constitué de Oïkos, les biens et les hommes rattachés à la maison, lieu d'habitation et de production et nomos, gérer, administrer. L'économie est donc l'art de bien gérer sa « maison » et donc, par extension, le pays.

Question 5. Réponse C : La dette publique française s'élève en 2014 à 94 % du PIB.

Question 6. Réponse A : La demande de travail émane des entreprises.

La demande de travail humain provient du besoin des entrepreneurs de recruter du facteur travail pour produire des biens et des services. Le facteur travail est donc un facteur de production composant la combinaison productive avec le capital pour permettre la production. Ce sont les entreprises qui « demandent » du facteur travail. L'offre de travail provient de la population active.

Question 7. Réponse D : Pour Keynes, la demande effective consiste en la demande anticipée.

Il s'agit des anticipations des entrepreneurs quant à l'évolution de la demande de consommation et d'investissement. Le futur étant par nature incertain, ce qu'anticipent les entrepreneurs déterminera le niveau de production et d'emploi. Les anticipations des entrepreneurs sont donc très importantes pour le niveau de production et d'emploi.

Question 8. Réponse B : La répartition primaire des revenus résulte de l'activité économique.

L'activité économique rémunère les agents économiques en fonction de leur contribution à la création de richesses. Les agents économiques contribuent à l'activité économique par le travail et par la mise à disposition d'actifs réels ou financiers qu'ils possèdent. Ainsi les revenus du travail et les revenus de la propriété de capitaux et d'immobilier sont des revenus primaires et constituent la répartition primaire des revenus, réalisée par l'activité économique. Cette répartition primaire est donc forcément inégalitaire puisque liée à la contribution à l'activité économique des agents économiques. Cette contribution est variable selon les agents économiques.

Question 9. Réponse A : Un choc de demande est une variation imprévue de la demande globale.

Il s'agit d'une variation positive ou négative de la demande globale (demande de consommation et d'investissement) adressée aux producteurs. Ils réagiront en modifiant le niveau de la production et/ou des prix. Ce choc peut provenir d'une modification des dépenses publiques, des impôts, ou d'une variation des crédits accordés par les banques.

Question 10. Réponse C : Pour relancer l'économie, il faut baisser les taux d'intérêt.

La baisse des taux d'intérêt rend le crédit accordé aux particuliers et aux entreprises moins coûteux, ce qui encourage leur endettement pour consommer et investir davantage. Cela favorise ainsi la reprise de l'activité économique.

Question 11. Réponse D : Les fonctions régaliennes de l'Etat servent à assurer le bon fonctionnement du marché.

Pour les libéraux, L'Etat doit se limiter à des fonctions uniquement régaliennes (justice, police, défense nationale) c'est-à-dire être un Etat-gendarme, chargé d'assurer le respect de la propriété privée, de l'initiative privée et garantir le libre jeu de la concurrence. C'est tout ce dont le marché a besoin pour bien fonctionner, c'est-à-dire pour assurer sa régulation et son autorégulation. L'Etat régalien s'oppose à l'Etat-providence qui, lui, intervient pour réguler l'économie.

Question 12. Réponse A : Pour les libéraux, les marchés s'équilibrent grâce à la flexibilité des prix.

Le prix est l'expression de la rareté relative d'un bien et se fixe sur le marché où se rencontrent l'offre et la demande pour ce bien. L'offre est une fonction croissante du prix et la demande une fonction décroissante du prix (*caeteris paribus*). Ainsi en situation de concurrence pure et parfaite, avec des prix flexibles, si l'offre est supérieure à la demande, le prix du marché va baisser jusqu'à son prix d'équilibre et si la demande est supérieure à l'offre, le prix augmentera jusqu'à son prix d'équilibre. Ce retour à l'équilibre ne peut se réaliser que si les prix sont parfaitement flexibles.

Question 13. Réponse B : La productivité mesure l'efficacité de la combinaison productive.

En effet, elle mesure la quantité produite à l'aide des facteurs de production et mesure ainsi leur degré de contribution à la croissance. C'est le rapport entre les richesses produites et les moyens utilisés pour l'obtenir. Cette combinaison productive de capital et de travail doit donc être efficace mais surtout la moins coûteuse. Il existe donc une relation inverse entre la productivité et les coûts de la production.

Question 14. Réponse A : Il y a économies d'échelle lorsque l'augmentation de la quantité produite génère une baisse du coût moyen.

Lorsque l'échelle de la production augmente, tous les coûts de la production n'augmentent pas au même rythme. Les coûts variables (les consommations intermédiaires par exemple) augmentent avec la production et les coûts fixes (les machines par exemple) restent identiques pour un volume de production. Donc le coût marginal fixe augmente moins vite car il est nul sur un volume de production. Le coût moyen diminue alors lorsque la quantité produite augmente.

[2. QCM sur la maîtrise du savoir-faire quantitatif]

Question 15. Réponse A : 90 % des enfants d'enseignants ont obtenu le bac (2002).

Il s'agit de lire le pourcentage d'enfants qui ont obtenu le baccalauréat selon leur origine socioprofessionnelle. Les enfants d'enseignants sont donc ici les plus nombreux à être bacheliers.

Question 16. Réponse B : 69 % des français perçoivent les inégalités de salaires comme les plus injustes.

Ce document concerne la perception qu'ont les différentes populations des différentes inégalités sociales et de leur injustice (en %) et non pas de la réalité de ces différents types d'inégalités dans les pays cités.

Question 17. Réponse A : 10,4 % des femmes titulaires d'un baccalauréat, CAP ou BEP sont au chômage en 2013.

Le tableau est composé de 2 parties pour rendre compte du chômage : l'une s'exprime en données brutes et l'autre en %. Il ne faut donc pas confondre les 2 types de données. 10,4 apparaît dans la partie des données en %. Comme 9,8 pour le taux de chômage en 2013. Les données 344 et 3 sont exprimées en milliers.

Question 18. Réponse D : En 2010, plus de 600 000 entreprises ont été créées.

Il s'agit en effet du « total » des entreprises c'est-à-dire sous forme de sociétés, d'entreprises individuelles hors entreprises et d'auto-entreprises. Chaque « bâton » se décompose selon le type d'entreprises.

Question 19. Réponse C : L'immobilité sociale est majoritaire chez les employées.

Ce sont les chiffres en diagonale qui représentent la reproduction sociale c'est-à-dire l'absence de mobilité sociale. Le chiffre le plus élevé se trouve chez les employées. Le tableau renseigne sur les femmes qui ont « déjà occupé une activité professionnelle » et non pas toutes les femmes et sur la destinée, c'est-à-dire ce que sont devenues ces femmes.

[3. Essai sur une problématique économique à partir d'un texte]**Quelles sont les causes et les conséquences du pessimisme des entreprises ?**

Il s'agit ici de repérer les différentes causes du pessimisme des entreprises qui, ensuite, va avoir de lourdes conséquences économiques et sociales.

Ainsi la faiblesse de la profitabilité et de la rentabilité économique et financière explique que les entreprises ne peuvent se lancer dans le développement de leur activité puisque le retour sur investissement ne serait pas suffisant. Or ce critère est déterminant pour justifier tout investissement : il s'agit d'un critère de performance. Pour les libéraux, la rentabilité est essentielle pour le développement des affaires et la croissance économique.

De même le poids de la fiscalité qui pèse sur les entreprises et pénalise l'investissement, la compétitivité et donc l'emploi, mais surtout son instabilité et sa complexité qui les empêchent d'effectuer de bons calculs économiques à terme sont aussi d'autres freins. Les changements de lois et règlements ne peuvent que gêner leurs anticipations tout comme celles des ménages dans toutes leurs décisions d'investissements, immobiliers ou financiers. Les difficultés dans l'immobilier sont bien présentes en France et expliquent le recul de l'offre en ce domaine.

Par ailleurs cela ne rend pas le pays attractif pour d'éventuels entrepreneurs et investisseurs non-résidents. Au contraire les risques que cette morosité économique fait courir est aussi de voir grimper les taux d'intérêt car la prime de risque serait alors plus élevée pour des prêteurs à l'Etat français et à son économie qui ne se redresserait pas.

Tout comme la dette publique qui ne pourrait être réduite car les recettes et les dépenses publiques sont liées à la croissance économique : la récession réduit le rendement de l'impôt et fait augmenter les dépenses notamment sociales, de façon mécanique. Réduire la dette passe par la diminution du déficit public et la croissance est donc nécessaire.

Pour toutes ces raisons, le pessimisme des entreprises bloque les investissements, la prise de risque des agents économiques et donc gêne la croissance et l'embauche tout en favorisant les licenciements et le repli sur soi. Les anticipations négatives des agents économiques peuvent générer un engrenage récessif et dépressif, un cercle vicieux très défavorable au pays, à son économie et à son devenir en affaiblissant notamment la croissance potentielle de long terme.